

Convention collective départementale

**IDCC : 1274. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Corrèze)
(30 septembre 1983)**

(Etendue par arrêté du 27 août 1984,
Journal officiel du 5 septembre 1984)

AVENANT N° 70 DU 31 JANVIER 2013

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES, AUX RÉMUNÉRATIONS
MINIMALES HIÉRARCHIQUES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2013**

NOR : ASET1350328M

IDCC : 1274

Entre :

L'UIMM Corrèze,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Rémunérations annuelles garanties applicables
à compter du 1^{er} janvier 2013**

Conformément aux dispositions de l'article 14 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective, les partenaires sociaux conviennent de l'application du barème ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2013.

Les rémunérations annuelles garanties étant fixées pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif du salarié et supporter, le cas échéant, les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les valeurs prévues par le barème ci-dessous seront applicables *pro rata temporis* en cas de survenance en cours d'année d'une entrée en fonction, d'un changement de classement ou de catégorie, d'une suspension du contrat de travail, d'un départ de l'entreprise.

Rémunérations annuelles garanties

Barème établi pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAG
I	1	140	17 217
	2	145	17 265
	3	155	17 339
II	1	170	17 487
	2	180	17 604
	3	190	17 712
III	1	215	17 978
	2	225	18 125
	3	240	18 401
IV	1	255	18 819
	2	270	19 509
	3	285	20 162
V	1	305	21 937
	2	335	24 208
	3	365	26 410
	4	395	28 761

Ces rémunérations annuelles garanties s'entendent prime conventionnelle de vacances et prime conventionnelle de fin d'année exclues.

La rémunération minimale hiérarchique (article 14 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective) sert de base pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Les barèmes de rémunérations minimales hiérarchiques sont obtenus en multipliant les coefficients hiérarchiques par la valeur du point.

La valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures est fixée à 5,10 € à compter du 1^{er} février 2013.

Rémunérations minimales hiérarchiques

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS + 5 %		AM D'ATELIER + 7 %	
I	1	140	714,00	O1	749,70		
	2	145	739,50	O2	776,47		
	3	155	790,50	O3	830,02		
II	1	170	867,00	P1	910,35		
	2	180	918,00				
	3	190	969,00	P2	1 017,45		

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS + 5 %		AM D'ATELIER + 7 %	
III	1	215	1 096,50	P3	1 151,32	AM1	1 173,25
	2	225	1 147,50				
	3	240	1 224,00	TA1	1 285,20	AM2	1 309,68
IV	1	255	1 300,50	TA2	1 365,52	AM3	1 391,53
	2	270	1 377,00	TA3	1 445,85		
	3	285	1 453,50	TA4	1 526,17	AM4	1 555,24
V	1	305	1 555,50			AM5	1 664,38
	2	335	1 708,50			AM6	1 828,09
	3	365	1 861,50			AM7	1 991,80
	4	395	2 014,50				2 155,51

Indemnités de panier (article 21 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective) à compter du 1^{er} février 2013 :

- prime de panier de jour : 4,59 € ;
- Prime de panier de nuit : 5,45 €.

Formalités de dépôt

Conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, le présent avenant est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives et sera déposé dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail. Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent avenant.

Fait à Brive, le 31 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)